



Appel du Conseil national de l'Union nationale CGT FERC Sup

Le gouvernement a déposé un projet de loi qui vise à mettre en place la sélection à l'entrée en premier cycle des études supérieures. Il remettrait ainsi en cause le baccalauréat, premier grade universitaire, donnant accès à l'enseignement supérieur dans la filière et l'établissement du choix des futur·e·s étudiant·e·s.

La réforme du dispositif Admission post-bac (APB) qui réduit le nombre de vœux et supprime leur hiérarchie, va aboutir à la mise en place d'un système encore plus complexe pour celles et ceux qui voudront accéder à des études supérieures. L'obligation de donner un avis sur chacun des vœux va également se traduire par une augmentation considérable du travail des personnels du secondaire, des rectorats et des établissements d'enseignement supérieur :

10 vœux pour environ 700 000 bacheliers = 7 000 000 de dossiers à instruire !

Ces dossiers vont déferler sur les établissements d'enseignement supérieur déjà en manque de moyens humains et financiers alors que la création de postes pour améliorer les conditions d'étude et de travail est refusée.

Cela constitue un véritable basculement de société qui remet en cause les principes du libre accès aux études supérieures et d'une formation fondée sur l'enseignement à la recherche par la recherche.

Dans leur déclaration du 9 novembre 2017, les fédérations FERC CGT, FNEC FO, FSU, SUD Education, ainsi que les organisations de jeunesse UNEF, Solidaires Étudiants, UNL, SGL affirment ensemble :

- « - la nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires.
- le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bachelier.es sur tout le territoire aux filières post-bac et aux établissements de leur choix.
- l'exigence d'ouverture de places supplémentaires en 1er cycle post-bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.
- le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.
- l'abandon du projet de loi sur le 1er cycle post bac, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun au supérieur. »

Le Conseil national de l'Union CGT FERC Sup, réuni les 22, 23 et 24 novembre 2017 appelle l'ensemble des syndicats du supérieur à organiser des assemblées générales et des distributions de tracts unitaires avec tous les syndicats et organisations de jeunesse en s'appuyant sur leur communiqué commun pour dire : NI PRÉREQUIS OU « ATTENDUS », NI SÉLECTION !

Le Conseil national réaffirme son appui à toute mobilisation contre l'instauration de la sélection à l'université.

Le Conseil national propose à toutes les organisations signataires de la déclaration du 9 novembre 2017 d'organiser une mobilisation unitaire pour le 12 décembre, date de passage du projet gouvernemental en première lecture à l'Assemblée nationale, pour obtenir l'abandon du projet de loi de réforme du premier cycle post-bac.

Adopté à l'unanimité
Montreuil, le 24 novembre 2017